

FORCE OUVRIÈRE TOURNE LA PAGE DU CONCLAVE !

L'Union départementale FO de la Moselle s'était positionnée très tôt après le discours de politique générale de François Bayrou, en dénonçant le « conclave » sur les retraites. Il s'agissait pour nous d'une manœuvre politique permettant au gouvernement de gagner du temps au nom de la stabilité « *en appelant les syndicats à la rescousse* », et dans le même temps d'une opération préparant une nouvelle contre-réforme des retraites en faisant porter la responsabilité aux syndicats missionnés par l'État pour assurer l'équilibre financier des retraites.

Dans le cadre de ce « conclave », les dés étaient évidemment pipés d'avance dès le début ; pas seulement depuis la dernière lettre de cadrage de Bayrou.

On a d'un côté un diagnostic financier imposé par la Cour des comptes et un carcan gouvernemental refusant l'abrogation de la réforme des retraites au nom de l'équilibre financier.

Et en parallèle, le Premier ministre promeut, à chaque fois qu'il le peut, la retraite par points dont on connaît à l'avance les conséquences, on a un patronat provocateur et promoteur de la retraite par capitalisation, des ministres, dont la ministre du Travail et de l'Emploi, qui s'épanchent, eux, sur la nécessité de travailler plus longtemps, d'allonger la durée de cotisation ou de faire payer les retraités.

Pour couronner le tout, le président de la République prévient les français, lors du mini-sommet européen sur la situation de l'Ukraine il y a quelques jours, qu'il va falloir faire des sacrifices pour financer la défense (donc la guerre) en prenant comme exemple à suivre, en la matière, le Danemark qui réfléchit à passer l'âge de la retraite à 70 ans.

On avait bien compris que le conclave était une manœuvre pour tenter de répondre à une crise politique qui a débuté avec les élections européennes, la dissolution et les élections législatives qui ont suivi. Tout cela se transforme, inévitablement, en une mission confiée aux organisations syndicales pour aggraver la réforme des retraites.

Y aurait-il quelque chose que le gouvernement et l'Élysée n'auraient pas compris dans le message adressé par les citoyens au premier rang desquels on trouve les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités ? L'austérité, la réforme des retraites et les 64 ans... on n'en veut pas !

La Confédération FO a décidé le 27 février de claquer, seule, la porte du « conclave » de Bayrou en dénonçant une mascarade qui ne peut que nous conduire à cautionner et aggraver la réforme de 2023. Les autres organisations syndicales continuent, à tort, d'y participer pour le moment.

L'Union départementale FO de la Moselle se félicite que la Confédération FO ait pris ses responsabilités en tournant la page du conclave. Il va nous falloir désormais en ouvrir une nouvelle ; celle de la construction du rapport de force.

Nous avons des revendications – l'abrogation de la réforme de 2023, le retour même progressif, à la retraite à 60 ans –, nous avons même des propositions de financement alors que les entreprises bénéficient chaque année de 200 milliards d'euros d'aides fiscales et sociales sans contrepartie, que les actionnaires des entreprises du CAC40 ont perçu encore des sommes extravagantes, 100 milliards d'euros, en dividendes en 2024, etc.

Ces revendications ne peuvent pas être défendues dans les salons dorés d'une « délégation paritaire permanente » (nouvelle appellation officielle du conclave). Elles ne peuvent être portées très haut que sur le terrain de la mobilisation interprofessionnelle et de la grève.



FO Moselle